

## DOSSIER

# Un potentiel d'un million de m<sup>3</sup> d'eau réutilisée pour la Camargue

## GARD

**La communauté de communes de Terre de Camargue a lancé une étude plus qu'encourageante pour réutiliser l'eau traitée par sa station d'épuration du Grau-du-Roi.**

Pour l'heure, l'étude, dont les premiers résultats ont été présentés début février 2026, n'est pas encore rendue publique et reste dans les tiroirs des élus de la communauté de communes de Terre de Camargue. Lancée sous la présidence de Robert Crauste, elle doit désormais être analysée par les nouveaux élus de la communauté de communes.

Car avec la défaite de Robert Crauste (DVC) battu par Charly Crespe (DVD) aux dernières élections municipales au Grau-du-Roi, l'intercommunalité, composée également d'Aigues-Mortes et de Saint-Laurent-d'Aigouze, a vu son conseil renouvelé. C'est le maire de cette dernière, Thierry Féline (DVD), jusqu'ici en charge du développement économique, qui a récupéré la présidence et devra prochainement se prononcer sur les investissements à réaliser pour une gestion durable de l'eau.

Comme un peu partout en Occitanie, la ressource en eau



La communauté de communes de Terre de Camargue étudie la possibilité de réutiliser l'eau de sa station d'épuration intercommunale du Grau-du-Roi. PHOTO SUEZ / AGENCE NEA

sera rare en Terre de Camargue sous l'effet du dérèglement climatique. Au-delà des questions agricoles et de la préservation des milieux naturels, ce sont les enjeux d'approvisionnement en eau liés à l'afflux touristique qui sont étudiés. En effet, la population du Grau-du-Roi est multipliée par 14 durant la période estivale, passant de 8 500 habitants l'hiver à 120 000 l'été. Pour répondre à ces besoins, la collectivité assure l'ensemble du cycle de

l'eau : alimentation en eau potable, assainissement collectif et non collectif, collecte des eaux pluviales et protection des milieux aquatiques.

C'est donc dans ce contexte que la communauté de communes a lancé une étude pilote par le bureau d'études Ecofilae associé à BRL Ingénierie afin de mener un projet de réutilisation des eaux usées traitées (REUT). Ce projet n'est d'ailleurs pas nouveau : les communes du terri-

toire réfléchissent à la manière de réutiliser les eaux usées depuis 2007.

## Résultats encourageants

Cette étude s'appuie donc sur la station d'épuration intercommunale du Grau-du-Roi, capable de traiter l'équivalent de 100 000 habitants. Aujourd'hui, elle rejette ses eaux traitées vers des lagunes avant leur arrivée en milieu naturel. Si l'étude dresse un bilan des usages actuels, do-

mestiques et agricoles, elle identifie aussi des scénarios possibles de réutilisation des eaux usées traitées en sortie de station.

Les résultats, jugés comme un « *potentiel intéressant* », dessinent un scénario où il serait possible de réutiliser 200 000 m<sup>3</sup> d'eau par an pour l'irrigation agricole. Jusqu'à un million de m<sup>3</sup> est même envisagé pour des usages plus larges, dont potentiellement des usages liés à l'eau potable. Cela représente ainsi près de 30% de la consommation en eau du territoire. « *Ce serait alors une première en France si ce scénario était poursuivi* », souligne l'étude. La station graulenne pourrait ainsi réutiliser jusqu'à 40% de l'eau qu'elle traite (2,5 millions de m<sup>3</sup>). Une prouesse d'autant plus prometteuse que l'un des facteurs locaux à prendre en compte reste la salinité de l'eau, qui demande un traitement différent.

Si les coûts d'un tel projet n'ont pas encore été dévoilés - ce qui devrait être déterminant dans la décision pour engager des investissements - l'intercommunalité confirme que cette étude « *permet de juger des opportunités, des contraintes techniques, des coûts et des bénéfices d'une telle stratégie* » afin « *d'anticiper et de préparer des solutions robustes face à des tensions sur la ressource, tout en respectant les équilibres environnementaux et les usages locaux* ».

Tristan Arnaud

## Nîmes : la SNCF utilise l'eau usée pour ses travaux

**À Nîmes, SNCF Réseau expérimente la réutilisation des eaux usées traitées (Reut) pour limiter le recours à l'eau potable sur ses bases travaux.**

Sur les chantiers ferroviaires aussi, l'eau devient une question politique. À Nîmes, SNCF Réseau teste une solution encore rare dans le monde industriel : utiliser des eaux usées traitées pour ses travaux. Non pas pour faire boire les machines, mais pour rabattre les poussières, asperger les voies, limiter l'exposition des agents aux particules et maintenir la visibilité quand les engins brassent le ballast. L'idée, résume Marc-Axel Burette, responsable du groupe génie civil au sein du pôle d'ingénierie de SNCF Réseau à Montpellier, est de « *faire le lien entre les stations d'épuration qui produisent une eau non potable mais de bonne qualité, et les chantiers* ».

Plutôt que de puiser dans le réseau d'eau potable ou dans les forages, l'expérimentation capte donc une ressource



Sur la base travaux SNCF Réseau de Nîmes, les eaux usées traitées, reconnaissables à leur stockage dans des citernes violettes, sont testées à Nîmes pour rabattre les poussières sur les chantiers ferroviaires. PHOTO SNCF RÉSEAU

déjà disponible à la sortie des stations d'épuration. À l'été 2025, pendant six semaines, près de 500 m<sup>3</sup> d'eau ont été acheminés depuis la station d'épuration de Nîmes jusqu'à la base travaux de SNCF Réseau. Une fois sur place, l'eau passe par un conteneur de traitement conçu par InovaYa, avec filtration et

désinfection, avant d'être stockée dans des citernes violettes, couleur conventionnelle de la Reut.

## Une réserve contre la sécheresse

Pour SNCF Réseau, l'enjeu n'est pas seulement écologique. Il est aussi très concret. En période de sécheresse, les

restrictions d'usage de l'eau peuvent mettre un chantier à l'arrêt. Or, sur une opération ferroviaire lourde, une séance perdue peut coûter jusqu'à 1 million d'euros en immobilisation. Même plus chère que l'eau du robinet, l'eau réutilisée devient alors une assurance contre la panne sèche. « *Si nous arrivons à sauver ne serait-ce qu'une semaine de travaux, le système peut être rentabilisé pendant des années* », estime Marc-Axel Burette.

L'étape décisive est prévue pour l'été 2026, toujours à Nîmes, avec un chantier de remplacement de voies par suite rapide. L'opération doit se poursuivre en 2027, avant une descente du train-usine vers les Pyrénées-Orientales en 2028.

Reste un frein de taille : la réglementation. Pour l'heure, chaque usage nécessite des autorisations longues et coûteuses. Car derrière les rails nîmois se dessine un immense gisement : celui des milliards de mètres cubes rejetés chaque année par les stations d'épuration, encore trop peu réutilisés.

A.J.